

1997-1998

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

Intitulé

**LE CONTEXTE GEOPOLITIQUE DU SUD-OUEST DE
L'OCEAN INDIEN
DE 1990 A 1997**

Réalisé par

**Lieutenant-Colonel RAJAONARISOA Claude Fernand
5^e Promotion- Groupe A2**

INTRODUCTION

Le Sud-Ouest de l'océan Indien est limité au Nord par la mer Rouge et le golfe arabo-persique exclus, à l'Ouest par le canal de Mozambique inclus, au Sud par le parallèle 60°00' S et à l'Est par l'Australie exclus. Il regroupe six pays insulaires : Madagascar, Maurice, La Réunion, Seychelles, Comores et Mayotte. Des différences fondamentales existent entre ceux-ci : Madagascar a plus de 15 millions d'habitants et Mayotte 70 000. La richesse économique (PNB global) atteint 5 milliards de dollars pour la Réunion et 20 millions pour les Comores. Le revenu par habitant était supérieur à 5000 dollars pour la Réunion et Seychelles et de moins de 500 dollars pour Madagascar et Comores en 1993.

Depuis la fin de la guerre froide, le régionalisme s'est rapidement développé et a donné lieu à de nouveaux regroupements qui n'existaient pas auparavant. Cette nouvelle donne est due à différents facteurs qui ressortent de l'analyse des situations dans les différents pays vue sous l'angle politique, socio-économique et diplomatique en soulignant les points faibles et les points forts.

MADAGASCAR

D'une superficie de 587 040 kilomètres carrés, il abrite 15 353 000 habitants en 1996. L'indice de développement humain était de 0,350 en 1994. Le PNB par habitant de 220 dollars en 1993 le classe parmi les pays très pauvres (213/226).

Avec la chute du mur de Berlin, Madagascar a rompu avec le socialisme et entre dans l'ère de la démocratie et de la libéralisation. C'est ainsi que la liberté d'association politique était étendue en mars 1990, donnant naissance à l'Union nationale pour le développement et la démocratie (UNDD) dirigée par le professeur Albert Zafy. En mai 1991, il s'est imposé comme le leader de l'opposition contre le président Didier Ratsiraka. Le mouvement des « forces vives » qu'il dirigeait organisait un soulèvement populaire ayant atteint son paroxysme en août 1991 avec la « marche de la liberté » vers le palais d'Etat. Le président Ratsiraka dissout le gouvernement et remit les pleins pouvoirs à Guy Willy Razanamasy. Le gouvernement de transition qu'il dirigeait avait pour mission d'organiser l'élection présidentielle prévue début 1993. A l'issue du second tour, le candidat des « forces vives » de l'opposition a remporté la victoire à la majorité de 66,9%. La troisième république était née. Les législatives du 16 juin 1993 ont vu la mouvance présidentielle remporter la majorité des sièges. Mais les trois centres de décision, à savoir le président de la république, le président de l'Assemblée nationale, Richard Andriamanjato, et le Premier ministre, Francisque Ravony ne cessaient de se concurrencer et affichaient des divergences dans la conduite de la politique du pays. Ceci ralentissait énormément le processus de décision, se reflétant sur les débats parlementaires de décembre 1993 concernant les lois de finances pour 1994. Cette instabilité politique gelait les négociations avec les bailleurs de fonds en 1994, assortie d'une méfiance des institutions de Bretton Woods sur les financements privés, peu fiables. Cette situation confuse se poursuivant en 1995 amenait l'Assemblée nationale à voter une motion d'empêchement en juin 1996 à l'encontre du président Albert Zafy. Entériné par la décision de la Haute cour constitutionnelle, l'empêchement fut constaté et Norbert Ratsirahonana, alors président de cette institution, assumait la fonction présidentielle intérimaire. Une nouvelle élection présidentielle organisée en 1997 a vu la victoire au second tour de Didier Ratsiraka avec 50,7% des suffrages exprimés face à Albert Zafy qui n'a pas été en mesure de regrouper ses alliés d'autrefois.

Sur le plan économique, Madagascar figure parmi les pays très pauvres avec un PNB par habitant de 220 dollars en 1993. Afin de relancer l'économie, des mesures incitatives ont été prises en décembre 1989 telles que l'adoption d'un nouveau code des investissements et la création de zones franches industrielles tournées vers l'exportation. Avec l'application de la politique d'austérité et la forte dépréciation de la monnaie qui ont entraîné une importante contraction en volume des importations, la balance commerciale était positive. Toutefois l'économie demeurait fragile puisque la balance des paiements courants avait enregistré un solde négatif, du fait de la baisse des prix des produits d'exportation traditionnelle (café, vanille, girofle), qui représentent 55% de l'exportation en valeur.

L'instabilité politique qui a prévalu de 1991 à 1993 n'a pas permis la continuation des négociations avec le Fonds monétaire international et les bailleurs de fonds. Ces derniers entendaient reprendre les négociations avec le nouveau gouvernement qui tardait à se former. Mais le gouvernement mis en place n'a pas élaborer à temps les documents

nécessaires aux négociations. En effet, il était gêné par l'attitude de certains politiciens qui estimait pouvoir contourner le recours au FMI grâce à des financements privés. Finalement les négociations aboutissaient à la signature de la lettre d'intention en février 1995 qui restait lettre morte puisque les conditionnalités n'étaient pas respectées, surtout en ce qui concerne la libéralisation de plusieurs secteurs de l'économie(banques, transport aérien, etc.) Le gouvernement Ratsirahonana a clairement renoncé en 1996 à toute recherche de financements privés en dehors du FMI. L'année 1997 est marquée par la finalisation de l'accord avec les institutions de Bretton Woods sur un programme d'ajustement structurel renforcé. Les démarches y afférant ont été déjà entamées depuis 1996 sous le gouvernement Ratsirahonana. Madagascar se lance désormais dans le défi de la relance économique et la lutte contre la pauvreté.

Madagascar avec une densité de 23 habitants par kilomètre carré n'est pas menacé par la surpopulation. Au contraire, beaucoup de potentiels ne sont pas exploités d'une manière optimale, à savoir les ressources minières, les superficies cultivables, la pêche maritime, l'industrie agro-alimentaire, etc.

MAURICE

D'une superficie de 2 045 kilomètres carrés, elle abrite 1 129 000 habitants en 1996. L'indice de développement humain était de 0,831 en 1994. Avec un PNB/ habitant de 2800 dollars en 1993, elle fait partie des pays relativement riches (98/226).

L'année 1989 a vu l'amorce de réorganisation de l'échiquier politique à l'île Maurice. D'une part, une détente s'instaurait entre le Mouvement militant mauricien (MMM) de Prem Nababsing et le Mouvement socialiste mauricien (MSM) du Premier ministre Anerood Jugnauth. D'autre part, les forces de droite constituées par le Parti mauricien social démocrate (PMSD) de Gaétan Duval, le Parti socialiste mauricien (PSM) et le Comité d'action musulman (CAM) tentaient elles aussi de se regrouper. Le 12 Mars 1992, le parlement mauricien a adopté une « république à l'indienne », c'est-à-dire le pouvoir se trouve désormais entre les mains du Premier ministre, chef du gouvernement. L'alliance gouvernementale était alors formée par le Mouvement militant mauricien de Paul Béranger et Prem Nababsing et le Mouvement socialiste mauricien du Premier ministre Anerood Jugnauth. Mais, début 1993, les polémiques politiques faisaient surface au sein de cette alliance. Paul Béranger, alors ministre des affaires étrangères, se démarqua publiquement de l'attitude du Premier ministre vis-à-vis de l'opposition. En effet, ce dernier avait tout fait pour que le leader de l'opposition Navin Ramgoolam, chef du Parti travailliste(PT) perde son siège de député. Cette dissension a entraîné le limogeage de Paul Béranger en août 1993 du gouvernement. Il s'ensuivit la scission du Mouvement militant mauricien en mi-octobre 1993.

En mars 1994, le MMM de Paul Béranger négociait une alliance avec le Parti travailliste en vue de préparer les élections générales prévues fin 1995. Cette alliance était bénéfique car elle obtenait une victoire sans appel (60 élus à zéro) face à la coalition gouvernementale sortante de l'ex-premier ministre Anerood Jugnauth. Le nouveau gouvernement formé le 31 décembre 1995 était dirigé par Navin Ramgoolam et Paul Béranger occupait le poste de vice Premier ministre et ministre des affaires étrangères. Mais cette alliance gouvernementale se trouvait déjà en difficulté un an à peine après sa constitution. Les deux partenaires éprouvaient beaucoup de divergences dans la conduite de la politique, entre autres les nominations des hauts fonctionnaires, la présentation du budget 1996-1997 en

juin 1996, certaines questions de politique étrangère et l'ampleur du remaniement ministériel du 27 novembre 1996.

A la fin de l'année 1989, la croissance de l'économie mauricienne était restée forte (5,4%). Une situation de plein emploi s'instaurait. Elle était due surtout au dynamisme de la zone franche qui engendrait de très fortes pressions sur les salaires. En outre, l'agriculture souffrait désormais d'un manque chronique de main d'oeuvre. Cette situation économique ne cessait de s'améliorer dans les trois années qui suivaient. Le gouvernement disposait de réserves importantes en devises et multipliait les initiatives pour attirer les investisseurs dans des secteurs à forte valeur ajoutée tels que le textile de la zone franche. En mars 1993, le coup d'envoi a été donné, en plus de l'offshore banking, à un projet de port franc à Port Louis, ce qui fut fait auprès de l'Afrique du Sud. Au cours de la même année, les exportations de la zone franche industrielle augmentaient de 20%. En janvier 1994, le gouvernement signait avec le Royaume Uni un accord particulier pour permettre aux bateaux de pêche mauriciens d'opérer dans la zone de l'archipel des Chagos réputé riche en poissons. En 1995, la croissance économique a été si forte que le pays se trouvait confronté à des problèmes de développement. A cet effet, il fallait trouver des débouchés commerciaux sur les marchés européens ou asiatiques pour de nouvelles activités industrielles de la zone franche, délocaliser des entreprises obsolètes, diversifier l'agriculture. Afin de mieux développer son commerce extérieur et dans le cadre de la coopération régionale, le gouvernement a lancé en 1996 la création de l'« Indian Ocean Rim-ARC » (Association pour la coopération des pays riverains de l'océan Indien) dont il assure le secrétariat. Cet organisme a pour but d'accroître les échanges de biens et services avec d'autres pays riverains tels que l'Afrique du Sud, le Mozambique, l'Inde, l'Australie. Déjà en 1996, l'Afrique du Sud devenait le premier fournisseur de l'île Maurice au détriment de la France.

Le gouvernement mauricien multipliait ses démarches auprès du Royaume Uni pour la reconnaissance de sa souveraineté sur l'archipel des Chagos loué par Londres aux Etats-Unis et abritant la plus grande base militaire américaine de l'océan Indien (Diego Garcia). En outre, il a abrité le cinquième sommet des chefs d'Etat francophones en octobre 1993 tout en étant membre du Commonwealth. En effet les langues parlées sont l'anglais, le créole, le français et les langues indiennes. Son adhésion en 1995 à la Coordination pour le développement de l'Afrique australe (SAC) lui permettait également d'ouvrir de nouvelles opportunités de coopération et d'affaires en Afrique australe.

Les points faibles de l'île Maurice sont triples : sa très forte densité (540 habitants au kilomètre carré), l'inexistence de production minière et la forte pression salariale. Toutefois, son industrie est très active avec une structure bipolaire. D'une part, l'activité « zone franche » est constituée par les industries textiles et l'horlogerie-optique qui produisent respectivement 48% et 26% de la valeur ajoutée industrielle. D'autre part, l'activité « hors zone franche » se spécialise dans l'industrie alimentaire et fournit 16% de la valeur ajoutée industrielle. Son tourisme est florissant et occupe la première place dans cette région de l'océan Indien.

COMORES

L'archipel des Comores avec une superficie de 2 170 kilomètres carrés et ayant pour capitale Moroni comptait 632 000 habitants en 1996, soit une densité d'environ 291 habitants au kilomètre carré. La croissance démographique annuelle est de l'ordre de 3,0%.

L'indice de développement humain est de 0,412 en 1994. Le produit national brut par habitant s'élève à 500 dollars en 1993, avec un classement de 181° sur 226 pays, il fait partie des pays très pauvres. La République fédérale islamique des Comores est à régime présidentiel.

Le 26 novembre 1989, le président Ahmed Abdallah était assassiné par Bob Denard et ses mercenaires. Après le départ de ces derniers le 15 décembre 1989, l'ensemble des forces politiques jugeait le moment opportun pour que le pays se ressaisisse et se réconcilie avec lui-même. Ainsi au cours du premier semestre 1990, on assistait à l'organisation de l'élection présidentielle. Said Mohamed Djohar sortait vainqueur du second tour le 11 mars 1990 avec 55% des suffrages exprimés contre Mohamed Taki, leader de l'Union nationale pour la démocratie aux Comores (UNDC). Toutefois, les années 1990 et 1991 connaissaient des troubles politiques entre Djohar et Taki, ce qui conduisait à la mise en place, en janvier 1992, d'un gouvernement d'union nationale. Ce dernier n'avait duré que quatre mois puisqu'il avait pris fin le 6 mai 1992. L'archipel connaissait alors une poussée de fièvre politique. Le référendum du 7 juin 1992 avait permis l'adoption d'une nouvelle constitution. Mohamed Taki fût limogé du gouvernement le 3 juillet 1992. S'ensuivit un nouveau remaniement ministériel le 9 juillet 1992. Le coup d'Etat manqué le 26 septembre 1992, impliquant des membres de la garde présidentielle de l'ancien président Abdallah et des leaders de l'opposition, clôturait cette année pleine de bouleversements.

L'instabilité politique sévissait en 1993 avec les crises gouvernementales et les législatives contestées sur l'île d'Anjouan. L'opposition ayant boycotté le second tour, le Rassemblement dans la République (RDR) de Djohar remportait la majorité des suffrages et dominait le gouvernement et l'Assemblée nationale.

Mais le coup de force des mercenaires de Bob Denard le 27 septembre 1995 tournait court après l'intervention de l'armée française entraînant quand même l'exil forcé de Djohar à la Réunion. Son retour au pays a été conditionné par la non-participation à la vie politique. Ce qui avait permis à son opposant Mohamed Taki de gagner largement la victoire lors des élections présidentielles le 16 mars 1996, soutenu par son parti, l'Union nationale pour la démocratie aux Comores (UNDC).

Son gouvernement se trouve confronté en 1997 au mouvement séparatiste des îles d'Anjouan et de Mohéli. S'ajoute à cela la grève des fonctionnaires et des agents hospitaliers au premier trimestre 1997 réclamant le paiement des arriérés de traitement face auquel le gouvernement éprouve beaucoup de problèmes, étant sans marge financière.

Du point de vue économique, dans l'application du programme d'ajustement structurel, les Comores ont été mises sous surveillance au début de mars 1997 par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale pour une période de six mois.

Les points faibles de l'archipel des Comores sont l'inexistence de ressources minières, la très forte densité et son isolement. Même la vanille, son principal atout, est concurrencée par un produit de synthèse : la vanilline. L'agriculture vivrière, la pêche, le tourisme constituent des potentiels insuffisamment exploités.

SEYCHELLES

Cet archipel situé au Nord de Madagascar est composé de 32 îles granitiques et de 83 îles coralliennes. Indépendante le 29 juin 1976, la république des Seychelles possède une superficie de 280 kilomètres carrés et abritait une population de 74 000 habitants en 1996. La capitale est Victoria. La superficie maritime de l'archipel est de 800 000 kilomètres carrés. L'indice de développement humain était de 0,845 en 1994. Avec un PNB par habitant de 5500 dollars en 1993, les Seychelles font partie des pays relativement riches (71/226).

France Albert René, président depuis le 5 juillet 1977 et candidat unique, arrive à son troisième mandat avec sa réélection le 20 juin 1989. Malgré la relative stabilité politique durant les premières années grâce à un gouvernement élargi, le régime de parti unique socialiste prenait fin le 18 juin 1993 avec la naissance d'une nouvelle constitution pluraliste adoptée par référendum. L'assemblée du peuple compte 23 membres élus pour 5 ans. L'élection présidentielle du 23 juin 1993 a vu France Albert René, leader du Parti progressiste du peuple seychellois (SPPF), remporter la majorité des suffrages exprimés avec 59% face à James Mancham (36%) présenté par le Parti démocratique (DP). Pour apaiser les dissensions politiques, un gouvernement de cohabitation a été composé avec l'opposition. Ce qui semble donner de bons résultats.

Sur le plan économique, le tourisme reste la principale source de devises de l'archipel (18% du PNB en 1993). La croissance du PIB a atteint 7% en 1990 avec le développement de la pêche au thon qui bénéficie d'un accord avec la Communauté économique européenne. Elle autorise des prises de 7 000 tonnes en 1993. Mais après la fièvre électorale et les jeux de l'océan Indien en août 1993, le gouvernement s'est retrouvé avec un déficit en devises et de gros arriérés de paiement.

Avec la libéralisation, l'on assiste à la privatisation des sociétés d'Etat (entreprise textile, hôtels) et à la multiplication des démarches en vue d'attirer les capitaux d'Asie du Sud-Est (Hongkong, Singapour). Mais l'on note un manque de transparence dans ce domaine car elle profite aux anciens dirigeants des sociétés nationales mises en vente. Les difficultés financières subsistent avec la pénurie de devises aggravée par la fermeture, en décembre 1996, de la base américaine de surveillance de satellites. Le gouvernement reconnaît même avoir vendu 250 passeports étrangers à 250 000 dollars en trois ans.

Sur le plan diplomatique, les relations entre les Seychelles et les Etats-Unis restent un peu froides suite à la fermeture de la base américaine.

Les points forts des Seychelles sont constitués par la pêche et l'industrie naissante de la conserverie du thon. Toutefois, l'agriculture est faible et le tourisme est en perte de vitesse.

LA REUNION

Située dans l'océan Indien entre l'équateur et le tropique du Capricorne, la Réunion est une île montagneuse et volcanique (volcan de la Fournaise). Outre l'île principale, le département de la Réunion a sous sa juridiction cinq dépendances dont quatre se trouvent

situées entre Madagascar et l'Afrique. Il s'agit des îles de Tromelin, l'archipel des Glorieuses, Juan de Nova, Bassas de India et Europa. Ces îles ont une valeur stratégique indéniable, car elles bloquent le canal de Mozambique. Ce département d'outre-mer français est administré par un conseil général de 44 membres et par un conseil régional de 45 membres. Le commissaire de la République représente la France. La capitale est Saint-Denis. D'une superficie de 2520 kilomètres carrés, elle comptait 664 000 habitants en 1996. La Réunion avec un PNB/habitant de 8800 dollars en 1993 fait partie des pays très riches (64/226).

La vie politique est marquée par des scandales politico-financiers pour affaire de corruption dans les attributions des marchés (invalidation en avril 1993 de l'élection de M. Camille Sudre, en mars 1992, condamnation de son successeur Eric Royer à deux ans de prison ferme, placement sous contrôle judiciaire en avril 1994 de Gilbert Annette député apparenté PS de la Réunion et ancien maire de Saint-Denis).

Sur le plan socio-économique, les revendications portent sur l'égalité sociale avec la métropole, c'est-à-dire bénéficier des redistributions identiques (alignement sur SMIC inférieur de 20% en 1990). Le taux de chômage est élevé, en moyenne de 35% entre 1992 et 1995. Il a subi une poussée en 1996 : 38%. Ceci est dû surtout au nombre grandissant des sociétés en liquidation judiciaire. L'agitation sociale, en mars 1997, trouvait sa source dans l'annonce de la suppression des majorations de salaires octroyées dans les départements d'outre-mer.

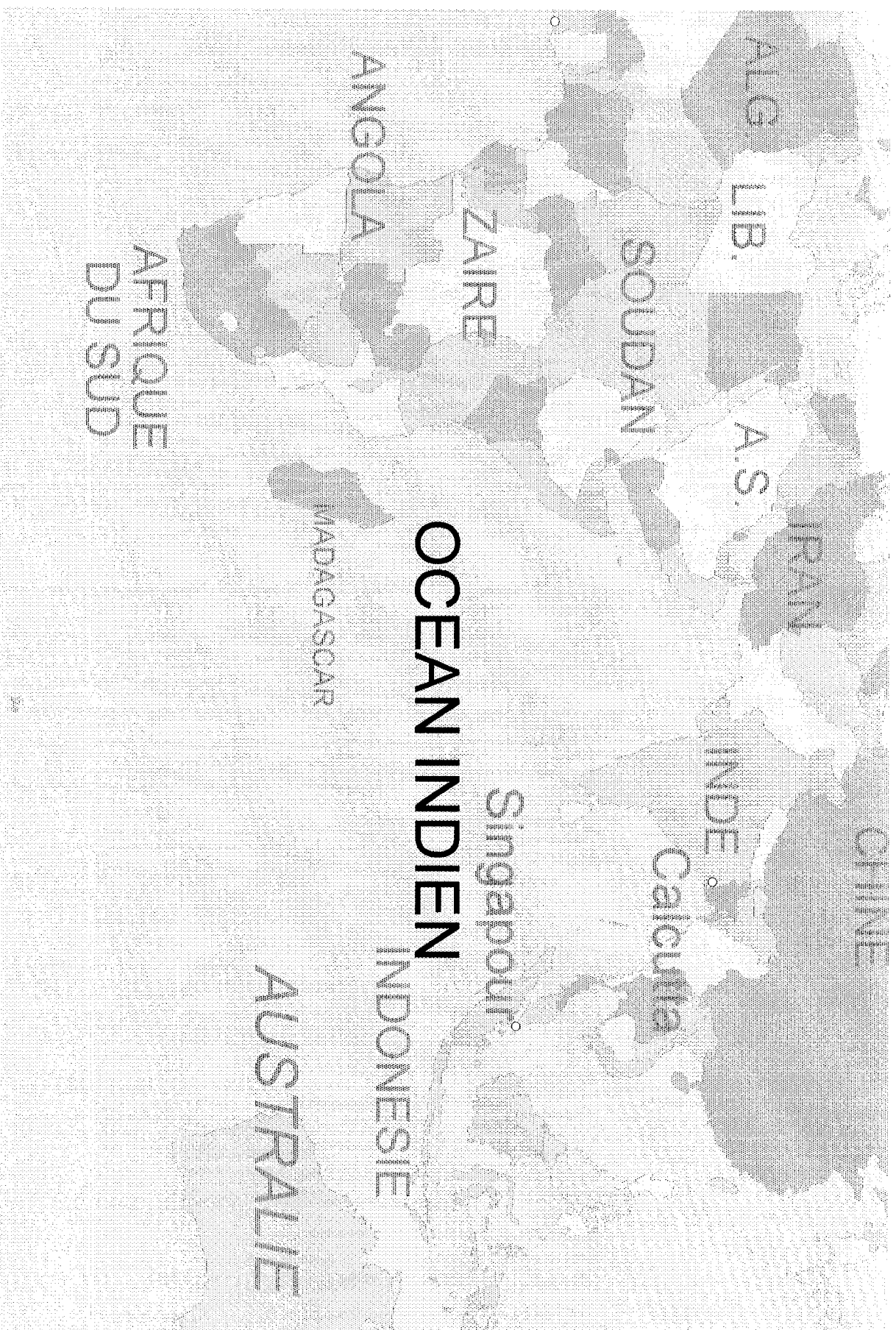
Sur le plan diplomatique, lors de la rencontre sur la coopération française dans l'océan Indien, les 25 et 26 février 1997, la décision a été prise de demander l'adhésion de la France à l'« Indian ocean Rim-ARC » qui regroupe déjà quatorze Etats dont l'île Maurice, l'Australie, le Singapour, l'Inde, l'Oman, le Kenya et l'Afrique du Sud.

L'île de la Réunion est surtout marquée par sa dépendance vis-à-vis de la métropole (75% de son PNB). Dépourvue de ressources minières, elle est caractérisée également par la faiblesse de son agriculture - la canne à sucre est non-compétitive - et de la pêche - du fait du socle volcanique qui engendre des fonds marins profonds autour des côtes.

CONCLUSION

Depuis la fin de la guerre froide, le Sud-Ouest de l'océan Indien n'est plus le théâtre de grands enjeux stratégiques. Les problèmes qui subsistent trouvent leur origine dans la gestion interne des pays concernés. Il est indéniable que le développement de chacun des pays n'atteint pas le même niveau. C'est ainsi que l'île Maurice émerge du lot avec sa puissance économique, quoique non encore comparable à celle de l'Afrique du Sud. Malgré quelques tensions passagères, la stabilité politique règne. Son problème fondamental réside dans la recherche de possibilités d'extension de son industrie. L'île de la Réunion, soutenue par la métropole, maintient sa place économique dans cette région. Toutefois les tensions sociales et les scandales politico-financiers constituent autant de facteurs qui pèsent sur son développement. Les Seychelles, en baisse de régime du fait du déclin de son tourisme, gagneraient à diversifier leurs sources de devises en développant d'autres atouts tels que la pêche. Les deux autres pays, Madagascar et Comores, sont, à bien des égards, sujets à des problèmes tant d'ordre politique qu'économique. La démocratie naissante constitue une source de discordes au niveau des partis car souvent confondue avec l'anarchisme. La solution réside dans l'avènement d'une vraie société politique qui exige la transparence, qui contrôle l'Etat et définit la règle du jeu. Il s'agit donc d'instaurer un Etat de droit et d'appliquer une bonne gouvernance dont un de ses objectifs est la lutte contre la corruption et l'inflation. En outre, cette bonne gouvernance favoriserait une meilleure participation de tous au développement du pays. En raison de ses implications profondes dans la vie économique et sociale, le manque de volonté politique dans l'application des programmes d'ajustement structurel constitue un handicap majeur pour ces pays sous surveillance du Fonds monétaire international, celle-ci ne se réduit pas seulement à l'adoption d'une loi ni dans la prise de décision. Elle se mesure autant par des capacités à les appliquer dans l'impartialité.

Ces cinq pays, étant insulaires, ne connaissent pas de différends frontaliers, typiques à beaucoup de pays du continent africain. Son avenir reposerait sur le développement de la Commission de l'océan Indien (COI) dont la structure et les méthodes d'action méritent d'être améliorées par une approche plus pragmatique, compte tenu des complémentarités indéniables de ses cinq pays membres. Avec le phénomène de globalisation, l'intégration régionale constituerait une étape incontournable pour ces pays situés un peu à l'écart du monde économique en effervescence, à l'instar des Etats-Unis, du Japon, de la Communauté européenne, de l'Amérique du Sud et des « dragons » du sud-est asiatique.



OCEAN INDIEN

AUSTRALIE

INDONESIE

Singapour

Calcutta

INDE

IRAN

A.S.

Soudan

Zaire

Angola

MADAGASCAR

AFRIQUE
DU SUD

ALG

LIB

CHINE

BIBLIOGRAPHIE

L'état du monde 1998 : annuaire économique et géopolitique mondial (17^e éd.). Paris : La Découverte, 1997.

L'état du monde 1997 : annuaire économique et géopolitique mondial (17^e éd.). Paris : La Découverte, 1997.

L'état du monde 1996 : annuaire économique et géopolitique mondial. Paris : La Découverte, 1996.

L'état du monde 1995 : annuaire économique et géopolitique mondial. Paris : La Découverte, 1995.

L'état du monde 1994 : annuaire économique et géopolitique mondial. Paris : La Découverte, 1994.

L'état du monde 1993 : annuaire économique et géopolitique mondial. Paris : La Découverte, 1993.

L'état du monde 1991 : annuaire économique et géopolitique mondial. Paris : La Découverte, 1991.

Atlaséco. Paris : Les Editions EOC, 1996.

Revue de défense nationale. Océan Indien : coopération internationale et sécurité collective ; pp 85-94.

Revue de défense nationale. L'océan Indien, océan du Sud ; pp 103-109.

